

**Procédure d'Aménagement Foncier Agricole, Forestier  
et Environnemental liée à la liaison autoroutière  
CASTRES-TOULOUSE**

**Commission intercommunale  
d'aménagement foncier  
de Teulat, Montcabrier, Bannières**

**Procès-verbal de la réunion du 23 février 2021**

**Extrait du registre des délibérations**

Procès-verbal - Commission intercommunale d'aménagement foncier de Teulat, Montcabrier,  
Bannières - Réunion du 23 février 2021

Opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental  
en lien avec la réalisation de la liaison autoroutière CASTRES-TOULOUSE

**Commission intercommunale d'aménagement foncier de Teulat,  
Montcabrier, Bannières**

Procès-verbal de la réunion du 23 février 2021

Extrait du registre des délibérations

9h30 – Salle des fêtes  
Hameau de Pugnères, 81500 TEULAT

Date de la convocation : 8 février 2021

**PRESIDENT DE SÉANCE : Monsieur Daniel ASTRUC**

**SECRÉTAIRE DE SEANCE : Madame Inès BERTIN**

**MEMBRES PRÉSENTS (avec droit de vote) :**

- Daniel ASTRUC, président titulaire
- Daniel VIAELLE, représentant du Président du Conseil départemental du Tarn titulaire
- Bernard VAZZOLER, personne qualifiée en matière de faune, flore, de protection de la nature et des paysages titulaire (Arbres et Paysages Tarnais)
- Amaury CALVET, personne qualifiée en matière de faune, flore, de protection de la nature et des paysages suppléant (Ligue de Protection des Oiseaux)
- Gilles DESCAMPS, fonctionnaire du Conseil départemental du Tarn titulaire
- Baptiste LAPLAZE, fonctionnaire du Conseil départemental du Tarn titulaire
- Sabine MOUSSON, représentante de la commune de Teulat
- Luc JALABET, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire commune de Teulat
- Jean-Christophe BONNET, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire commune de Teulat
- Jean-Claude BARTHE, membre exploitant agricole titulaire commune de Teulat
- Jérôme PRADEILLES, membre exploitant agricole titulaire commune de Teulat
- Didier BELAVAL, représentant de la commune de Montcabrier
- Jean-Noël GILABERT, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire commune de Montcabrier

Procès-verbal - Commission intercommunale d'aménagement foncier de Teulat, Montcabrier,  
Bannières - Réunion du 23 février 2021

- Colette AUDERAND, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire commune de Montcabrier
- Olivier LAFFON, membre exploitant agricole titulaire commune de Montcabrier
- Arnaud IMART, membre exploitant agricole titulaire commune de Montcabrier
- Gérard PORTES, représentant de la commune de Bannières
- Gilbert REYNAUD, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire commune de Bannières
- Christian DURAND, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire commune de Bannières
- Thierry PINEL, membre exploitant agricole titulaire commune de Bannières
- Romain BARRE, membre exploitant agricole titulaire commune de Bannières

**MEMBRES PRÉSENTS (sans droit de vote) :**

- Didier CANCE, président suppléant
- Claire HERMET, représentante de la Chambre d'agriculture du Tarn (à titre consultatif)

**PRÉSENTS (sans droit de vote) :**

- Stéphanie CAVENNE, Chef du service « aménagement du territoire » du Conseil départemental du Tarn en charge de la procédure d'aménagement foncier
- Patrick MAURY, Assistant à maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental du Tarn pour la mise en œuvre de la procédure d'aménagement foncier

**MEMBRES EXCUSÉS :**

- Philippe DURAND, personne qualifiée en matière de faune, flore, de protection de la nature et des paysages titulaire (Société Tarnaise des Sciences Naturelles)
- Florence GALEOTTI, déléguée du directeur des services fiscaux titulaire

**Le Président ouvre la séance à 9h30.**

**Préambule :**

Le Président accueille les participants et les remercie pour leur présence. Il remercie également le représentant de la commune qui a prêté la salle dans laquelle se tient la réunion de ce jour, première réunion de la commission intercommunale.

Le président demande que soit vérifié le quorum.

**Quorum :**

La CIAF comptabilise un total de 23 membres disposant d'un droit de vote.  
Le quorum est atteint, avec 21 personnes présentes disposant d'un droit de vote.

L'assemblée peut donc valablement délibérer.

Procès-verbal - Commission intercommunale d'aménagement foncier de Teulat, Montcabrier, Bannières - Réunion du 23 février 2021



Le Président évoque les modalités de prise de décision. Il précise le mode de fonctionnement de la commission avec des membres titulaires disposant du droit de vote, et des membres suppléants sans droit de vote ou qui en l'absence du titulaire disposent d'un droit de vote.

Les prises de décisions peuvent se dérouler à main levée, si aucun des membres votants présents ne s'y oppose. Au contraire, la commission se prononce à bulletin secret dès lors qu'un membre le désire.

Dans ce contexte, le président demande aux membres leur décision. Aucun membre votant ne s'opposant au vote à main levée, les questions soumises aux membres ce jour seront donc statuées à main levée.

#### **Ordre du jour :**

1. Présentation de la procédure d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental,
2. Opportunité d'engager une procédure d'aménagement foncier et demande de réalisation de l'étude d'aménagement (si opportunité validée),
3. Mise en place des mesures conservatoires,
4. Constitution de la sous-commission,
5. Questions diverses.

#### **1.- Présentation de la procédure d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental**

Monsieur Patrick MAURY débute la séance en expliquant le fonctionnement de la commission intercommunale d'aménagement foncier, sa composition et le rôle de chaque membre.

Un rappel historique est présenté à la CIAF afin de souligner les évolutions et les particularités entre une procédure de remembrement et une procédure d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental.

Les principes et objectifs de la procédure sont expliqués, et notamment ceux liés à un grand ouvrage linéaire. Il est également précisé les étapes et la durée d'une procédure entre les phases préalables, opératoires et conclusives.

Dès le départ de cette séance, il est souligné que la CIAF n'a pas vocation à se prononcer et discuter de l'utilité et la faisabilité du projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse en tant que tel.

Madame Stéphanie CAVENNE présente les éléments de contexte concernant la procédure d'aménagement foncier liée au projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse : la déclaration d'utilité publique de la section Verfeil-Castres A69, sous maîtrise d'ouvrage de l'État, publiée le 20 juillet 2018, et la loi sur le développement des territoires ruraux du 25 février 2005 qui donne compétence au conseil départemental pour mettre en œuvre la procédure d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental (AFAFE) de manière obligatoire dans le cadre d'opérations de création d'infrastructures routières ou autres grands aménagements.

Procès-verbal - Commission intercommunale d'aménagement foncier de Teulat, Montcabrier, Bannières - Réunion du 23 février 2021

Dans le Tarn, le projet de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse nécessite la mise en œuvre de cette procédure. Aussi, l'Etat - en tant que maître d'ouvrage du projet autoroutier – a sollicité le Département pour constituer les commissions locales d'aménagement foncier.

Pour ce faire, en accord avec le Département de la Haute-Garonne et la DREAL Occitanie, le conseil départemental a conduit en amont un travail préparatoire en 2017 en lançant une pré-étude foncière permettant de définir la composition des commissions locales liées à ce projet.

Les résultats de la pré-étude ont été soumis à l'avis de la CDAF (Commission Départementale d'Aménagement Foncier) le 24 novembre 2017, avant passage en commission permanente du conseil départemental du Tarn le 8 décembre 2017. Cette délibération a institué – sur les 17 communes tarnaises impactées par le tracé - deux commissions communales (CCAF) et cinq commissions intercommunales (CIAF) :

- CCAF de Castres
- CCAF de Saint-Germain-des-Prés
- CIAF de Teulat, Montcabrier et Bannières
- CIAF de Cambon-les-Lavaur, Maurens-Scopont et Villeneuve-les-Lavaur
- CIAF de Cuq-Toulza et Algans
- CIAF de Lacroisille, Puylaurens et Appelle
- CIAF de Saïx, Soual, Cambounet-sur-le-Sor et Viviers-les-Montagnes

## **2. – Décision sur l'opportunité d'engager une procédure d'aménagement foncier**

Concernant l'opportunité d'engager une procédure d'aménagement foncier, il est mis en évidence qu'il existe aujourd'hui un périmètre impacté aux limites d'emprises connues. Cependant, il existe un périmètre perturbé à plus ou moins long terme et de façon plus ou moins indirecte dont les contours ne sont pas parfaitement définis. Seule une étude préalable foncière et environnementale pourra clairement établir la liste des impacts directs et de l'ouvrage.

Par ailleurs, suivant le code rural, si l'opportunité d'un AFAFE est décidée, une étude préalable est obligatoire et doit comporter un volet foncier et un volet environnemental. Cette étude se déroule sur une durée d'un an car le volet environnemental nécessite une période d'observation de la faune et de la flore suivant les 4 saisons.

- Personne ne s'étant opposé à un vote à main levée.  
L'opportunité d'une procédure d'aménagement foncier est mise au vote, en proposant de procéder au lancement immédiat de l'étude préalable d'aménagement foncier et environnemental et en signalant qu'un nouveau vote concernant cette opportunité sera proposé après rendus et présentation des résultats de l'étude.

Votants : 21

Abstentions : 0

Pour : 21

Contre : 0

L'opportunité d'une procédure d'aménagement foncier est validée, sous réserve d'un nouveau vote à la suite de la présentation des résultats de l'étude préalable.

### **3. – Demande de mise en place de mesures conservatoires d'application immédiate**

Monsieur Patrick MAURY explique que dans certains cas, il est impératif de faire procéder à la mise en place par le président du conseil départemental de mesures conservatoires afin que les lieux ne soient pas modifiés au cours de la phase préalable à un aménagement foncier.

Il ressort, après discussions dans la commission, que ces mesures ne semblent à ce stade pas nécessaires, l'ouvrage étant encore loin de réalisation et le périmètre potentiellement impacté trop incertain.

- Personne ne s'étant opposé à un vote à main levée, la mise en place de mesures conservatoires avec application immédiate est proposée au vote de la commission.

Votants : 21

Abstentions : 0

Pour : 0

Contre : 21

La demande de mise en place de mesures conservatoires avec application immédiate est refusée à l'unanimité. La commission souhaite reporter cette prise de décision à la suite de la présentation des résultats de l'étude préalable.

### **4. – Constitution d'une sous-commission**

Monsieur Patrick MAURY explique que la création d'une sous-commission est nécessaire. La constitution d'une sous-commission permet la mise en place d'un cadre de travail plus souple.

Sa composition peut éventuellement être élargie à des personnes directement intéressées par la procédure d'AFAFE et non membres de la CIAF.

La sous-commission n'a aucune existence légale et ses travaux n'ont aucun caractère décisionnel. C'est d'abord un outil de travail qui permet à la CIAF d'avancer dans ses travaux, sur la base de documents mieux élaborés. La CIAF reste toujours seule décisionnaire.

Les membres de la commission n'ont cité aucune personne ressource à ajouter à la sous-commission. Il a donc été proposé, si besoin, qu'une liste soit transmise plus tard au secrétariat de la commission par les membres.



## 5.- Questions diverses

### **ETUDE PREALABLE ET PROPRIETES PRIVEES**

Monsieur Patrick MAURY explique que le Conseil départemental du Tarn a pris le risque d'anticiper la décision de la CIAF c'est-à-dire lancer une consultation et choisir un groupement pour la réalisation de l'étude préalable obligatoire, afin de ne pas retarder le calendrier et de rester dans les délais impartis.

En effet, attendre cette première rencontre et le vote officiel de la CIAF aurait amené le Conseil départemental à ouvrir une consultation pour le lancement du marché en mars 2021 soit un début de mission durant l'été 2021 pour une durée totale de 1 an d'étude afin de pouvoir réaliser un diagnostic environnemental sur les 4 saisons. Pour autant, la CIAF reste décisionnaire.

Le Conseil départemental était également conscient que lors de ces premières rencontres, les commissions n'avaient pas les données nécessaires pour prendre une telle décision sur l'engagement ou non de la procédure d'aménagement foncier. De ce fait, il a fait le choix de proposer un second vote après la présentation des résultats de l'étude afin de confirmer ou d'infirmer la volonté de la commission à s'engager dans cette procédure.

Monsieur Patrick MAURY indique alors qu'il est possible que les habitants des communes aient déjà rencontré les membres du groupement d'étude mandatés puisque leur travail de terrain a débuté, notamment pour le volet environnemental, au début de l'année 2021.

Suite à une intervention de plusieurs membres de la CIAF, Monsieur MAURY explique que les membres du groupement d'études mandatés doivent être obligatoirement en possession de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2020 leur donnant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées -closes et non-closes sur l'ensemble des 17 communes tarnaises, à chaque passage sur le terrain afin de pouvoir le présenter aux habitants si nécessaire.

Il ressort de la discussion générale, que certains administrés sont venus manifester leur mécontentement auprès de la mairie, suite à la mise en place d'une « caméra » sur une parcelle privée, sans en avoir été averti (ni le propriétaire, ni la commune).

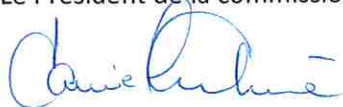
Monsieur MAURY et Madame CAVENNE indiquent qu'ils n'ont pas été tenus au courant par le groupement d'étude de la mise en place de ce type de matériel relativement intrusif et qu'un point sera fait avec les membres rapidement afin de corriger ces pratiques.

En effet, le Conseil départemental souhaite que le groupement d'étude travaille en transparence et respect des propriétaires lors de ses interventions sur le terrain. Madame Stéphanie CAVENNE souhaite que les membres du groupement d'étude communiquent davantage sur leur présence et plus particulièrement lors de l'utilisation de matériel spécifique directement auprès du propriétaire. Il leur sera également demandé de rencontrer rapidement les représentants de chaque commune ainsi que les habitants (propriétaires et exploitants) concernés.

En l'absence de nouvelles questions, l'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président de la CIAF Teulat, Montcabrier, Bannières remercie les membres présents et clôture la séance à 11h30.

Albi, le 7 avril 2021

Le Président de la commission



Daniel ASTRUC

La secrétaire de séance



Inès BERTIN